

## L'Afrique face à la crise financière

6 mai 2009 (MO) - **Jusqu'à tout récemment, on croyait que l'Afrique subsaharienne serait protégée de la crise économique mondiale, leurs banques étant peu intégrées dans les grands marchés financiers internationaux. Pourtant, même les pays les plus pauvres y font face, avec des conséquences qui pourraient être catastrophiques, comme l'ont expliqué les conférenciers des Assises de la Coopération belge au Développement en mai dernier.**

L'impact n'est pas direct, puisque les bourses africaines n'ont pas subi un effondrement de leurs investissements et n'ont pas sombré dans l'écueil des crédits hypothécaires à risque. Toutefois, les exportations ont baissé et la Banque africaine de développement estime que cette diminution des recettes d'exportation pourrait atteindre les 40%, ce qui représente 1% du PIB et 4,6% des recettes publiques.

Par ailleurs, le ministre de la Coopération au développement, Charles Michel, rapporte que le PIB devrait diminuer de 5,25% à 3,25% en 2009, alors qu'une croissance minimale de 7% est nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. Le flux net de capitaux privés vers les pays en développement devrait également subir une diminution de 82%. Les conséquences de cette crise sur le continent, résume le ministre Michel, sont que l'Afrique subira « une diminution de la croissance, une diminution des investissements directs étrangers, une raréfaction du crédit, une diminution des transferts des migrants, une baisse des cours des matières premières et une dégradation des taux de change ».

La situation est particulièrement urgente en Afrique, puisque la vaste majorité des gens sont travailleurs indépendants. Joy Phumaphi, vice-présidente chargée du Développement humain à la Banque mondiale, dit que « le chômage prend le visage d'une femme qui cultive des légumes pour les vendre sur les marchés, et qui se rend compte que les gens ne peuvent plus les lui acheter. Cette femme est obligée de faire des choix difficiles, comme retirer ses enfants de l'école (...) ou encore nourrir sa famille avec des aliments de mauvaise qualité ».

En 2009, on estime que 1,184 milliard de personnes venant d'un pays en développement vivront avec moins de 1,25 dollar par jour.

Et au-delà des considérations économiques subsistent les risques de voir sombrer les progrès réalisés contre la pauvreté, la faim, l'analphabétisme et les maladies. La crise alimentaire récente a plongé des millions de personnes dans l'extrême pauvreté et avec le ralentissement de la croissance dans les pays en voie de développement, on s'attend à ce que le nombre de gens très pauvres augmentent de 50 à 90 millions. Le nombre de personnes souffrant de la faim de manière chronique a augmenté en 2008 et pourrait être supérieur à un milliard en 2009, effritant les progrès réalisés dans le secteur. À cause de la crise, entre 1,4 et 2,8 millions d'enfants, dans le monde, pourraient mourir d'ici 2015.

Mais la récession affectant la planète, les pays développés risquent de diminuer leur aide financière, au moment même où les besoins sont les plus criants. Certains pays, tels l'Éthiopie, nécessitent un apport important d'aide extérieure, puisque 50% du budget de la santé dépend de ces dons. Le Directeur général adjoint du FMI, John Lipsky, affirme que « la probabilité de reprises lentes et douloureuses est bien réelle dans plusieurs pays. De ce fait, la pauvreté constitue un défi qu'il faut relever de manière encore plus urgente ».

Des propos soutenus par Zia Qureshi, principal auteur du Rapport de suivi mondial de la Banque mondiale et du FMI : « Les perspectives concernant la réalisation des objectifs de 2015 sont plus sombres que jamais. Les pays en développement vont avoir besoin d'aide pour surmonter les

retombées de la crise car ils commencent à restreindre fortement leurs ressources ». Le ministre Michel, quant à lui, a rappelé les dangers du néo-protectionnisme des pays occidentaux. À son avis, « (...) honorer nos engagements financiers et doper la qualité de nos projets communs doit être considéré comme un des éléments clé des plans de relance de nos économies occidentales ».

Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement, affirme que la crise économique africaine pourrait n'en être qu'à ses débuts et que personne n'a idée de l'ampleur des dégâts qui pourraient être subis. De plus, l'Afrique pourrait se relever beaucoup plus difficilement de la récession. À son avis, il faut trouver des stratégies à court terme, afin de prévenir la détérioration de la macro-économie et renforcer les filets de protection sociale, tout en se concentrant sur le développement de l'Afrique à long terme. Monsieur Kaberuka estime également qu'il faut renouer le partenariat avec les bailleurs de fonds et presser la mise en place du Programme d'Action d'Accra.

Et bien que les gouvernements soient d'une importance capitale, le secteur privé, lucratif ou non, devra être stimulé, puisqu'il apporte plus de la moitié des services ayant trait aux OMD. Le renforcement de ce secteur, dans les marchés émergents et les pays en développement, devrait améliorer la croissance future et les perspectives de redressement. « L'Afrique fait partie intégrante de la solution à la crise, affirme Joy Phumaphi. Le continent possède un marché en croissance, avec de nombreuses possibilités en termes d'innovations et de nouvelles technologies. Nous devons préserver et protéger cette richesse. Dans le cas contraire, ce serait une chance perdue pour l'ensemble de l'économie mondiale ».

**Auteur:** Marie-Claude Lyonnais.

[www.mo.be](http://www.mo.be)